



ONU Conseil de sécurité

Briefing sur la région des Grands Lacs

New York, le 17 octobre 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général et le Secrétaire exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs et Madame Malimukono pour leur exposé. J'adresse également mes remerciements à la Commission de Consolidation de la Paix pour son avis écrit. Je souhaite la bienvenue aux représentants des Etats de la région.

Il est indéniable que la paix dans les Grands Lacs nécessite la coopération de toute la région. Nous encourageons l'Envoyé Spécial Xia à poursuivre ses efforts pour avancer un dialogue sincère entre toutes les parties et apaiser les tensions régionales. Car ce n'est qu'ensemble que nous pourrions atteindre les objectifs communs de paix, de sécurité et de coopération, prévus dans l'Accord-cadre d'Addis Abeba, en cours de revitalisation.

J'aimerais souligner trois points :

Premièrement, les initiatives diplomatiques et politiques régionales doivent demeurer l'instrument principal pour résoudre les conflits. C'est pourquoi nous lançons un appel pressant à la désescalade des violences et des appels à la haine qui peuvent empêcher ce dialogue. La Suisse réaffirme son soutien aux processus de Nairobi et de Luanda. Nous saluons l'adoption du cadre commun lors du récent Sommet quadripartite et appelons tous les acteurs à œuvrer pour l'harmonisation et la coordination des mécanismes régionaux. Pour garantir leur succès, il est impératif que tous les engagements pris soient mis en œuvre et les femmes puissent participer de manière significative et efficace. Il est notamment essentiel que tous les acteurs, en particulier la RDC et le Rwanda, cessent leur soutien à certains groupes armés.

Deuxièmement, les causes profondes des conflits doivent être traitées pour atteindre une paix durable. Cela passe par le renforcement de l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la création d'opportunités économiques et sociales. La Suisse reconnaît le potentiel considérable de la région des Grands Lacs en matière de développement durable. Ainsi, elle s'engage depuis plusieurs années dans des projets visant à renforcer les droits de l'homme, à lutter contre la désinformation, à promouvoir la formation professionnelle et à créer des emplois. Par ailleurs, il est urgent de mettre en place une gestion responsable des ressources naturelles, qui représentent une source de prospérité pour les populations des Grands Lacs. L'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles par les groupes armés, notamment dans l'est de la RDC, compromettent la paix et le développement dans la région.

La Suisse soutient également les autorités congolaises dans l'avancement du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation. Nous notons l'adoption par le Sénat congolais de la loi établissant une force militaire de réserve. Nous encourageons les autorités à assurer que cela ne conduise pas à l'intégration *de facto* de membres de groupes armés au sein des FARDC. Ceci irait à l'encontre de l'esprit des principes établis dans la Stratégie nationale pour la mise en œuvre du P-DDRCS.

Troisièmement, le respect du droit international est essentiel pour parvenir à une paix durable. Alors que les attaques des groupes armés contre les populations civiles continuent, la Suisse appelle toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Comme communiqué par la Réunion Quadripartite des chefs d'état-major au début du mois, des couloirs humanitaires doivent être mis en place pour faciliter l'assistance humanitaire rapide et sans entrave aux populations.

La Suisse accorde une attention particulière au respect des droits des femmes et des filles, compte tenu du nombre alarmant de cas de violences sexuelles vérifiées dans l'est de la RDC. Nous sommes préoccupés par les niveaux élevés d'exploitation sexuelle systématique dans et autour des camps de déplacés, notamment à Goma. Ainsi, nous encourageons les Etats de la région à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population civile et lutter contre l'impunité.

Monsieur le Président,

Alors que la poursuite des initiatives régionales demeure cruciale, il est impératif d'assurer la mise en œuvre des engagements déjà pris et de s'attaquer aux causes profondes des conflits. Dans un contexte d'insécurité et de tensions régionales croissantes et la transition en cours de la MONUSCO, la Suisse appelle à la retenue et au respect du droit international par toutes les parties.

Informal translation

Mr President,

I would like to thank the Special Envoy of the Secretary-General and the Executive Secretary of the International Conference on the Great Lakes Region and Mrs Malimukono for their briefings. I would also like to welcome the representatives of the States of the region and thank the Peacebuilding Commission for its written opinion.

It is undeniable that peace in the Great Lakes requires the cooperation of the entire region. We encourage Special Envoy Xia to continue his efforts to advance dialogue between all parties and to ease regional tensions. For it is only together that we can achieve the common objectives of peace, security and cooperation set out in the Addis Ababa Framework Agreement, which is currently being revitalised.

I would like to highlight three points:

Firstly, regional diplomatic and political initiatives must remain the main means of resolving conflict. This is why we urgently appeal to halt the violence and incitement to hatred which can close the pathway of dialogue. Switzerland reaffirms its support for the Nairobi and Luanda processes. We welcome the adoption of the common framework at the recent Quadripartite Summit and call on all actors to work towards the harmonisation and coordination of regional

mechanisms. To ensure their success, it is imperative that all the commitments made are implemented and that women are able to participate in a meaningful and effective way. In particular, it is essential that all actors, especially the DRC and Rwanda, cease their support to certain armed groups.

Secondly, the root causes of conflict must be addressed if lasting peace is to be achieved. This means strengthening the rule of law, good governance and creating economic and social opportunities. Switzerland recognises the considerable potential of the Great Lakes region in terms of sustainable development. For several years now, we have been involved in projects aimed at strengthening human rights, combating misinformation, promoting vocational training and creating jobs. There is also an urgent need for responsible management of natural resources, which constitute a source of prosperity for the people of the Great Lakes region. The illegal exploitation of and trade in natural resources by armed groups, particularly in the east of the DRC, are jeopardising peace and development in the region.

Switzerland also supports the Congolese authorities in advancing the Disarmament, Demobilisation, Community Rehabilitation and Stabilisation Programme (P-DDRCS). We have noted the adoption by the Congolese Senate of the law establishing a reserve military force. We encourage the authorities to ensure that this does not lead to the *de facto* integration of members of armed groups into the FARDC. This would go against the spirit of the principles set out in the national strategy for the Implementation of the P-DDRCS.

Thirdly, respect for international law is essential if lasting peace is to be achieved. As armed groups continue to attack civilians, Switzerland calls on all parties to respect their obligations under international human rights and humanitarian law. As communicated by the Quadripartite Meeting of the Chiefs of Defence earlier this month, humanitarian corridors must be established to facilitate rapid and unimpeded humanitarian assistance to the population.

Switzerland attaches particular importance to respect for the rights of women and girls, given the alarming number of verified cases of sexual violence in eastern DRC. We are concerned about the high levels of systematic sexual exploitation in and around camps for displaced persons, particularly in Goma. We therefore encourage the states in the region to take all necessary measures to protect the civilian population and combat impunity.

Mr President,

While advancing regional initiatives remains crucial, it is imperative to ensure the implementation of commitments already made and to tackle the root causes of conflict. In a context of growing insecurity and regional tensions as well as the ongoing transition of MONUSCO, Switzerland calls for restraint and respect for international law by all parties.